

# Appel de Montréal : une autre France est possible

Par **UN GROUPE DE JEUNES CHERCHEURS FRANÇAIS BASÉS AU QUÉBEC**

**C**omme beaucoup de jeunes chercheurs installés à l'étranger, nous suivons de près l'évolution de notre pays et nourrissons à son endroit de grands espoirs mais également de vives inquiétudes que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle ont accrues. Vue d'Amérique du Nord – du Canada, d'où nous écrivons –, la France paraît travaillée par la méfiance de tous à l'égard de tous, par une violence dans les rapports sociaux qui a peu d'équivalent dans

**Vue d'Amérique du Nord, la France paraît travaillée par la méfiance de tous à l'égard de tous et par un populisme xénophobe.**

les autres pays démocratiques et par un populisme xénophobe. Cette situation est en grande partie imputable à l'action de l'actuel résident de l'Élysée.

La France de Sarkozy, pour nous jeunes chercheurs qui avons été accueillis par le Québec, c'est d'abord celle de la circulaire Guéant qui fait fuir les étudiants étrangers diplômés quand les autres pays développés font au contraire tout pour les garder. Non seulement, elle repousse les étudiants étrangers, mais elle est incapable de retenir ses diplômés nationaux. Dans les deux cas, il s'agit d'une faute politique et d'un non-sens économique puisque ce sont les contribuables français qui ont lourdement financé la formation de

ces diplômés contraints de quitter la France au terme de leurs études. La concurrence internationale dans l'économie du savoir est particulièrement agressive : en proposant un programme postdoctoral ambitieux, par exemple, le Canada réussit à attirer des diplômés du monde entier et ne fait pas mystère qu'il cherche à les «garder», pour qu'ils apportent durablement leur contribution à la recherche canadienne. L'investissement est extrêmement rentable mais il n'est possible que si l'on fait confiance à la diversité et à la jeunesse. La France de Sarkozy, c'est celle que les étudiants étrangers préfèrent éviter, même lorsqu'ils ont un rapport privilégié avec notre pays. C'est le cas de très nombreux étudiants africains qui décident de s'établir au Québec parce que, disent-ils, la couleur, le patronyme et l'accent n'y sont pas des obstacles à leur réussite académique ni à leur intégration professionnelle : la confiance de la société d'accueil et un bon emploi, cela vaut tous les discours sur l'intégration. La France de Sarkozy, c'est celle du repli identitaire et du rejet de la diversité. Le score sans précédent du Front national est le résultat logique de cinq années de populisme et d'une campagne présidentielle focalisée sur des questions «clivantes» mais anecdotiques au regard des enjeux actuels. Vu de l'extérieur, le débat lancé par Marine Le Pen sur la viande halal a été d'une durée et d'une intensité ahurissantes. L'UMP se l'est approprié sans aucun sens de la responsabilité politique, donnant un certificat de moralité républi-

caine à la xénophobie promue par le Front national. Sensibles à la vie publique française, certains hommes politiques québécois ont cherché à importer ce débat au Québec pour instrumentaliser les passions populaires ; à leur grand dam, leur stratégie n'a trompé personne et la polémique s'est éteinte d'elle-même. La France de Sarkozy, c'est celle de Marine Le Pen, comme l'ont compris tous les observateurs étrangers, à commencer par ceux du *Wall Street Journal* qui titrait récemment : «Nicolas Le Pen». Comme pour leur donner raison, le candidat de l'UMP a déclaré Le Pen «compatible avec la République» et on apprend que 64% de ses électeurs seraient favorables à une alliance avec le Front national (1). Va-t-on assister à la naissance du plus grand parti d'extrême droite d'Europe ? Une autre France est possible. Elle est même nécessaire. Le 6 mai, tous ceux qui rejettent l'image grotesque que leur pays renvoie à l'étranger, tous ceux qui, comme nous, désirent le changement, doivent exercer leur responsabilité historique.

(1) Baromètre OpinionWay-Fiducial pour «les Echos» et Radio classique, 24 avril 2012.

**Agnès Berthelot-Raffard, Marc-Antoine Dilhac, Paul Le Bas et Morgane Paris** Philosophie (université de Montréal)  
**Aude Bandini et Vincent Guillin** Philosophie (UQAM)  
**Estelle Carde et Baptiste Godrie** Sociologie (université de Montréal)  
**Caroline Cassagnabère et Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer** Droit et **Martin Gibert** Philosophie (université McGill)  
**David Koussens** Etudes religieuses (université de Sherbrooke).

## Le président n'a pas changé le candidat

Par **JACQUES DE MAILLARD** et **YVES SUREL**  
Professeurs de sciences politiques, respectivement à Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et à Paris-II

**N**icolas Sarkozy est un véritable oxymore politique : la continuité de son action aura été l'inconstance et l'incohérence.

Et, de ce point de vue, du président au candidat, rien n'aura changé tant la campagne actuelle reflète jusqu'à l'excès la pratique présidentielle et les dynamiques de réforme initiées en 2007. Dans un ouvrage collectif récent (1), nous avons tenté de montrer que les politiques publiques engagées par le président Sarkozy présentent quelques caractéristiques majeures. Elles ont d'abord été marquées par la mise en scène d'un volontarisme sans précédent, qui résiste peu à l'examen.

La réforme des universités, le «choc fiscal» de 2007 et le Grenelle de l'environnement ont ainsi été mis en avant comme des «marqueurs» de la volonté de rupture présentée en axiome de l'action politique. Pourtant, avec le recul encore incomplet qu'offrent les bilans actuellement effectués, on s'aperçoit que ces politiques ont été très imparfaitement mises en œuvre quand elles n'ont pas été abandonnées ou détournées. C'est le cas, par exemple, de la loi sur les responsabilités des universités (dite loi LRU), dont les principes généraux ont été très partiellement concrétisés en raison de l'absence de moyens et de suivi. C'est plus vrai encore pour le Grenelle

de l'environnement, finalement sacrifié à la demande de lobbies remobilisés. C'est enfin ce qui s'est produit sur le plan fiscal pour des raisons plus objectives liées au retournement de la conjoncture économique depuis la crise financière de 2008.

Deuxième axe majeur, ces politiques ont été nourries par la volonté de «bouger les lignes», Nicolas Sarkozy ayant souvent mis en avant des propositions jugées iconoclastes. L'adoption du Revenu de solidarité active (RSA), menée par Martin Hirsch, relève de cette catégorie. Idée ancienne de la gauche, plus ou moins inspirée du modèle danois de flexicurité, cette politique a été assez largement imposée par le président sortant contre sa majorité politique.

Les «plans de sauvetage» des banques ou du secteur économique ont pu attester également de la réactivité et de la plasticité idéologique d'un libéral soudain convaincu des bienfaits du soutien étatique à une économie en crise.

La relecture d'une histoire nationale aux accents chrétiens a pu enfin constituer une «ouverture» d'un autre type, signalant des convergences possibles avec un électoral conservateur.

Ce qui fait le lien entre ces différentes initiatives, c'est la volonté de rester toujours en campagne, attentif à la pluralité des électorats possibles, tout en faisant du président le centre névral-

gique de la décision et de l'attention publique.

Ces deux caractéristiques majeures du quinquennat peuvent être vues comme une forme particulière de leadership présidentiel. L'un des meilleurs spécialistes de la présidence outre-Atlantique, Stephen Skowronek, a pu ainsi repérer dans l'histoire politique américaine ce

**Il ne s'agit plus seulement de puiser des idées chez l'adversaire classique, mais de reprendre à son compte des slogans au sein de formations jusque-là tenues à la lisière du jeu politique.**

qu'il a qualifié de «politique de la préemption» : soucieux de rompre avec leurs prédécesseurs et/ou le passé, mais gênés par des contraintes objectives fortes ou par des opposants mobilisés, certains titulaires de la Maison Blanche ont été tentés de «préempter» l'agenda de leurs adversaires. Puisant des axes de réforme au-delà de leurs soutiens habituels, concentrant l'attention sur un activisme présenté comme inédit, agissant souvent de façon très personnelle, ces présidents (Nixon ou Clinton par exemple) ont incarné une forme de leadership aux effets ambigus.

Souvent «efficace» du point de vue électoral, plusieurs de ces présidents ayant été réélus, cette stratégie s'avère

ambivalente et plus négative lorsqu'il s'agit d'évaluer les conséquences objectives des réformes entreprises. Surtout, ces présidents, s'ils sont réélus, connaissent des seconds mandats conflictuels, les tensions plus ou moins sous-jacentes liées à ces réformes erratiques se dévoilant de façon brutale.

On l'aura compris, au vu des réformes entreprises comme de sa pratique du pouvoir, le scénario de la préemption est celui qui semble convenir le mieux à la présidence Sarkozy. Le Président nourrit même ici le candidat, lancé dans une

quête éperdue de suffrages. La préemption change cependant de nature : il ne s'agit plus seulement de puiser des idées chez l'adversaire classique, mais de reprendre à son compte des diagnostics et des slogans au sein de formations jusque-là maintenues à la lisière du jeu politique. Ce faisant, le candidat ne «bouge» plus les lignes, mais se trouve ballotté par l'évolution de ces mêmes lignes de fracture idéologiques. Et l'on n'ose imaginer ce que cette campagne, qui ressemble de plus en plus à une fuite en avant, pourrait susciter comme nouveaux axes de réforme si le président sortant était réélu.

(1) «Les politiques publiques sous Sarkozy», Paris, Presses de Sciences-Po, 2012.